

# Carnets de Kédougou



VIOLENT PROCÈS DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION

## Le verdict dévastateur de la justice des casseurs

• D'un de nos envoyés spéciaux à Kédougou, **Habib Demba FALL**

Des symboles de l'Etat visés et vandalisés au point de devenir, après le passage du tourbillon de la colère, les fantômes de leur ancienne apparence. Des fonctionnaires traumatisés par l'ampleur des dégâts et le sentiment terrifiant d'avoir échappé à une impitoyable chasse à l'homme. Le procès des services publics a rendu le verdict de la justice des casseurs : des dégâts que n'effaceront qu'une lucidité retrouvée, le temps et la sécurisation du service public. Après les constats, voyage au cœur des blessures d'une hystérie collective, à quelques foulées de Noël.

« Aïssata... » ne sait pas que son acte de naissance trône là, sur un bout de banquette de la salle d'audience du Tribunal départemental de Kédougou. Née à Badioula, elle a dû fêter son quinzième hivernage il y a un mois. Si elle est encore vivante, elle ne devra sans doute pas savoir que les traces de son état-civil ont survécu au tourbillon de décembre, une veille de Noël. La colère n'a pas fait de cadeau à d'autres. Des extraits de naissance déchirés ou incendiés. Il ne reste que des bribes. Des histoires ordinaires à celles plus importantes. G. Sow, cultivateur né à Mali, en République de Guinée, gardien de cinéma à Kédougou, a été cité à comparaître pour le recel d'un poste radio en 1986. Tentant de revendre le butin qui lui a été reflé, il est tombé nez à nez avec le propriétaire au marché. Mandat d'arrêt. Un autre bout : M. Cissokho a planté des arbres fruitiers sur un terrain inoccupé dans le Dambanhoto. Plus tard, un homme du nom de K. Keïta est venu, toujours selon le plaignant Cissokho, le « provoquer » en se déclara-

rant propriétaire légitime. Note aux autorités et enquête. D'autres histoires : des marchandises volées et revendues dans les marchés hebdomadaires, des débiteurs qui oublient de payer leurs dettes à des boutiquiers, des cas de violence, etc.

Le ciment a fait de la place à des amas de papiers brûlés. Les restes des dossiers portent des informations qui étaient destinées à un meilleur sort. Sur les marches de l'édifice, des casiers ont vomi leur contenu. Des dossiers jonchent le sol. Ils sont là, à portée de coup d'œil. Pas besoin d'un effort particulier. Les « cas » sont flagrants comme le « flagrant délit », ce dossier couché sur le flanc. Des moments importants de la vie se perdent sous la colère des manifestants. Des registres des actes de mariage. Des registres des actes de naissance. Les agissements de malfaiteurs se perdent dans le cimetière de dossiers de transmission de certains cas à la gendarmerie. Des plaintes resteront sans écho pour la postérité. L'écrêteau en tôle, décorée avec des caractères noirs sur

fond blanc, est couché « sur le dos ». Il donne à lire : « Tribunal départemental de Kédougou ». La justice des manifestants a rendu son verdict : arrêter le temps de la justice et la suspendre à l'humeur foudroyante des casseurs de décembre. Le bâtiment, majestueux, a perdu ses atours immaculés sous les assauts du feu. Il se pare de noir, stigmate de la fumée et des cendres.

### UN SITE FANTÔME

L'incendie a vampirisé les lieux. Un site fantôme où les senteurs de brûlés titillent l'odorat. Le bois sculpté a le destin de poussière. Des banquettes sur le flanc. Des tables renversées. Autant d'œuvres d'art subitement devenues des pièces méconnaissables. Le disjoncteur est hors d'usage. Pas d'électricité donc. Suffisant pour éclairer notre lanterne sur un décor de nuit...

Dans le hall, en cette matinée, tout est cendre. Le feu a délogé les araignées de leur toile. Une paire de chaussures renseigne sur le sauve-qui-peut. Dans ces moments graves, un trait d'humour sur le dicton relatif à l'instinct de survie. Un tiroir est vidé de son contenu. Au bout du hall, une porté défoncée. Une salle d'audience méconnaissable parce que tachée des coups de la colère. Les vitres sont les sombres éclats de la casse. Les brasseurs, fixés au plafond, ont perdu la force de charrier un bol d'air. L'institution s'est arrêtée de dire le droit pour le bonheur de la collectivité. Quelques actes et des registres sont les rescapés du vent destructeur. D'une banquette à l'autre, on en voit. Les agents sont-ils dépités au point de ne point avoir le cœur à récupérer ces documents ?

Quelques-uns de leurs collègues de l'administration ont le sentiment d'avoir échappé à une expression violente de la folie collective. A la Douane, il reste les blessures de ces attaques et le message qui sert de devise : « Être meilleur pour mieux servir »... Loin réalité ! Une source trouvée sur place est dégoûtée. Elle nourrit des envies de prendre le large. « Qui va rester ici, dans ces conditions ? » Une question dont une partie de la réponse se trouve dans la configuration des lieux. Il s'agit d'un vaste espace avec un bâtiment central qui abrite les bureaux et le logement du chef de brigade, absent à notre passage. « L'Etat a le devoir de protéger les agents de l'Administration, partout où ils se trouvent », propose-t-il. Notre interlocuteur cite le cas du siège du Crédit Mutuel Sénégalais (Cms). « La porte a résisté aux tentatives de la défoncer parce qu'elle est solide », rappelle-t-il. Il insiste sur l'ampleur des dégâts. Même s'il déplore la mort d'homme, cet agent



Le Tribunal départemental dévasté



Intérieur du Tribunal départemental



Archives de la police parties en fumée



La brigade de Douane après le passage des manifestants



La voiture du gouverneur



Le salon du commissaire de police



Les véhicules de la Douane calcinés



Les archives de l'Iden parties en fumée

# Carnets de Kédougou

de l'Administration n'en croit pas moins qu'un bilan plus lourd aurait pu être enregistré si les forces de l'ordre n'avaient pas fait preuve de retenue. Les images le traumatisent encore. Il n'y avait que deux hommes armés sur les lieux ce 23 décembre-là. Trop peu pour contenir les vagues de mécontents ! Les manifestants sont venus de toutes parts. Ils ont escaladé des murs, défoncé des portes, emporté tout ce qui peut l'être et brûlé l'autre partie du matériel. A côté du poste, le local du Corps des Gardes a résisté à leur assaut. Quatre fusils y étaient sécurisés à l'aide de cadenas. Ils n'ont pas été emportés contrairement aux motos qui facilitent le travail sur le terrain dans ces zones au relief accidenté. Il n'en reste que quatre. Des propos, coule un air de règlement de comptes. D'abord l'amer constat relatif au fait que des services dirigés par des autochtones n'aient pas été attaqués. Ensuite, une histoire de motos saisies parce que n'ayant pas rempli les conditions d'entrée et de mise en circulation sur le territoire sénégalais.

## LA LOI DES HORS-LA-LOI

En zone frontalière avec la Guinée et le Mali, le travail des soldats de l'économie ne cadre pas toujours avec les « bonnes » pratiques des citoyens de leur propre « no man's land ». L'application de la loi sur les importations suscite des frustrations et des rancœurs. La phrase de tous les amalgames : « La Douane a confisqué ma moto ». La fausse idée d'une spoliation. Le Trésor a des recettes, les poches de certains Kédoovins perdent de la graisse. Certains d'entre eux veulent tout à eux et tout de suite, au lieu d'attendre que les ressources leur reviennent par le

biais d'une redistribution à la Nation. Le bureau du chef de Brigade est vidé de ses meubles, de ses documents et du matériel de travail. Le téléviseur et la parabole sont passés à la casse. Il y a une seule issue. Pas d'issue de secours sous la forme d'une porte dérobée, par exemple. S'ils avaient trouvé ce monsieur sur place, il n'aurait pas échappé à leur verdict. La fenêtre est protégée par une grille. Les visiteurs du 23 décembre l'ont défoncée. Le comble du dépit intervient au sujet d'une préméditation. Témoin de la scène, un habitant venu de ce fameux « Nord » décrit par quelques autochtones tonne : « Comment des jeunes peuvent-ils organiser une manifestation dans la matinée, aller se restaurer à la maison et revenir l'après-midi pour des casses de cette ampleur sans que les parents aient dit un mot de dissuasion ? Je me demande s'il est utile d'écouter ces notables qui, devant les arrestations, se rappellent subitement leur devoir de jouer l'apaisement ». Aujourd'hui, la Douane bénéficie de l'appui de la subdivision de Tamba pour reconstituer sa mémoire. Mais c'est le service minimum. Les coups de marteaux annoncent une vie qui reprend, malgré les marques du traumatisme. Le tableau est sombre à l'Inspection départementale de l'Education nationale (Iden). Dès le portail franchi, on s'éloigne du timide bavardage de quelques agents de la sécurité publique postés dans le bâtiment attenant. Le silence. Un mot sur le portail grand ouvert : « Les candidats aux examens professionnels sont priés de bien vouloir passer à l'Iden pour retirer leur convocation... » L'examen devait avoir lieu le 18 décembre dernier, au centre Ibrahima Danfakha. Cinq jours avant que la colère

convoque, à l'Iden, des centaines de jeunes pour l'autre examen de la casse. Tout est cendre. Des portes en fer défoncées. Le souffle du mécontentement est ravageur. Le temps s'arrête pour l'Education à cause de la mémoire perdue. Dans la cour, deux tables sans tiroir portent les restes de deux ordinateurs et trois machines à écrire. Un morceau de papier dans le montage de cendres et de poussière : « Dossier scolaire et livret scolaire pour le baccalauréat ». Le contenu est perdu. Dans la première pièce, le bureau du gestionnaire, les informations sur le patrimoine matériel et les missions ont péri avec les deux ordinateurs. Sur le mur, un calendrier faisant la promotion d'une officine dénommée « Ya Salam » laisse échapper le sourire d'une fille. Ironie, clin d'œil d'une paix retrouvée ou espoir qui guérit de la désolation ?

## LA CASSE A FAIT LA POLICE

Le bureau des adjoints a perdu deux ordinateurs contenant des documents pédagogiques. « Le préjudice est énorme dans le domaine de l'encadrement. Déjà, nous avions des difficultés à encadrer les enseignants », témoigne notre confrère Ibrahima Diabakhaté, par ailleurs enseignant dans le moyen secondaire à l'Iden. Pièce maîtresse du dispositif, le Secrétaire général a lui aussi perdu tous les documents. Seuls quelques documents ont été récupérés au service du personnel. Les agents s'entassent dans un bâtiment qui fait face au bloc central. « Pour les examens, il y aura des problèmes. Il faudrait que tous les services nationaux soient impliqués dans le cadre d'un appui à l'Iden de Kédougou », analyse M. Diabakhaté.



Des registres intacts d'actes de naissance

Au service régional de l'Agriculture, il pleut un air de désolation. Le parc automobile est réduit à néant. La pièce centrale est vidée de ses documents. Le temps des constats, mais aussi des souvenirs douloureux. Directeur du Centre polyvalent de Formation de Kédougou, Chérif Samsidine Sané est amer. « Nous n'avons plus d'archives. Nous avons perdu les documents de 1958 à nos jours », déplore-t-il. Les fiches des enquêteurs n'existent plus. Les statistiques ont été emportées par les foules furieuses. L'évolution de la pluviométrie ne laisse plus de traces. Sur le sol, des bouts d'information sur la gestion de la planification agricole. Des bribes d'informations sur la campagne agricole 2008-2009. Des exemplaires de contrats d'exécution de la culture du maïs entre la Direction régionale du Développement rural (Drdr) de

Tambacounda et la Senchim en date de septembre 2003. La reconstitution de cette mémoire de l'Agriculture n'a pas commencé. Chaque matin, les agents reviennent sur les lieux. Les bureaux ne sont pas en mesure de les accueillir. Ils se contentent de sièges, dans la cour. L'incendie et les casses en ont rajouté à l'insécurité dans ce bâtiment. Les piliers menacent de céder. Insécurité ? Les agents de la police, en poste au siège de la Brigade Mobile de Surveillance (BMS) ont vu les couleurs du désastre. Le bureau du commissaire n'est que l'ombre d'un lieu redouté des malfaiteurs. La petite armurerie a été visitée après que sa porte eut été défoncée. Dans la cour, les manifestants ont pris le temps d'entasser et de mettre le feu aux documents. Ce jour-là, c'était la loi de la permissivité...

## L'ENQUÊTE

HUMEUR D'ETUDIANTS OU ACTION PLANIFIEE ?

# La thèse qui fait peur

• D'un de nos envoyés spéciaux à Kédougou, Sidy DIOP

Une semaine après les manifestations du 23 décembre dernier, la thèse d'une action planifiée semble de plus en plus s'imposer. Mais nombre de questions restent sans réponse.

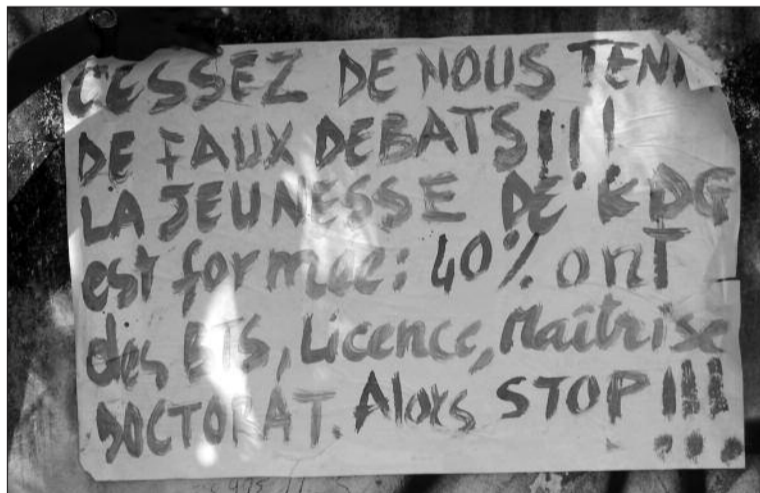
« Ce que l'on veut, c'est qu'on libère nos camarades arrêtés et que l'on oublie ce qui s'est passé. C'est sûr que cela ne se répétera plus ». Moussa Yéro Dansokho, un jeune tenancier d'une auberge à Kédougou qui a été un moment arrêté par les forces de l'ordre avant d'être libéré, cache à peine son amertume. Comme nombre d'habitants de cette ville qui se nourrit de la charité du fleuve Gambie, l'ampleur du mouvement a été un véritable coup sur la tête des généreuses certitudes de la contrée. « Kédougou n'est pas habituée aux manifestations violentes de cette nature », entonne-t-on en chœur. Est-ce pour se donner bonne conscience après la furia destructrice des manifestants du 23 décembre ? « Nous ne sommes pas des gens violents », assure cette belle secrétaire au corps vêtu de promesses. « En vérité, l'or, cette richesse des djinns, finira par mettre notre région à genoux plutôt que d'enrichir ses fils », explique-t-elle. Fataliste.

Comment alors expliquer ces moments de folie qui ont mis Kédougou à feu et à sang ? Cette envie meurtrière qui fait encore hérissier le poil de nombre d'autorités et entretient de solides convictions. « On a voulu s'éliminer ». La sentence d'une haute autorité fait froid au dos. Mais quand on a été confronté, comme lui, aux desseins meurtriers des assaillants du bâtiment qui abrite la gouvernance et qu'on n'a dû son salut qu'au professionnalisme d'un commando venu l'exfiltrer, les jugements sont sans appel. Pour nombre de fonctionnaires interrogés, la volonté de tuer

était manifeste. A la brigade des douanes, le seul agent trouvé sur place par les manifestants s'en est sorti grâce à son arme de service qui a dissuadé les plus téméraires. Et que dire du magistrat trouvé en audience de conciliation au Tribunal départemental ? Le réflexe de s'enfermer à double tour dans les toilettes lui a sauvé la vie.

## PLAN D'ACTION

Une semaine après, toute la lumière n'a pas été faite sur cette affaire qui demande certes beaucoup de doigté, mais aussi de fermeté. « Il faut que l'opinion sache ce qui s'est réellement passé et que les gens se gardent des jugements hâtifs », confie une haute autorité de la ville. Savoir ce qui s'est réellement passé exige de trouver des réponses à quelques interrogations jusqu'ici enveloppées dans un épais voile de fumée. D'abord, ce mouvement est-il juste une passade d'étudiants déprimés par les difficiles conditions d'existence loin de leur terroir sans être sûr de s'insérer dans le tissu économique de leur région après leurs études ? « Non », assure une source policière. « C'est une manifestation préméditée qui s'est préparée depuis longtemps », explique-t-elle. Et de poursuivre : « J'étais dans la foule et je peux vous assurer qu'il n'y avait pas que de jeunes étudiants. Il y avait beaucoup d'adultes et de femmes ». Tout semble indiquer que ce mouvement est largement supporté par les populations. Sinon, comment comprendre que la manifestation ait pu se tenir en deux séquences le matin et l'après



Une pancarte des jeunes

midi après la traditionnelle pause déjeuner ? Ensuite, plusieurs réunions se sont tenues avant la manifestation et les jeunes ont même brûlé des pneus la veille de la tabaski. La terminologie utilisée lors de ces rencontres est loin de simples préoccupations estudiantines. « Etrangers », « nordistes », sont, en effet, des expressions de sinistres mémoires entendues ailleurs. Avant les événements du 23, la menace avait ainsi été brandie de brûler le marché central sous prétexte qu'il « était aux mains des Baol Baol ». Les crispations identitaires sont tellement fortes à Kédougou que nombre de travailleurs issus des autres localités du pays commencent à y déceler des relents d'irréductibilité. Cette attitude s'observe même dans le ciblage très sélectif des bâtiments incendiés. « La gouvernance n'a pas été réduite en cendres parce que c'est une maison qui appartient à un fils de Kédougou », soutient notre source policière. D'autres sources très proches de la police sont formelles : « C'est en vérité un plan d'action plus

large qui avait été concocté. Il s'agissait de brûler les édifices étatiques et le marché central, déloger ceux qu'on appelle « nordistes », et faire main basse sur leurs biens ». Mais l'éparpillement de ces services n'a pas facilité la tâche aux casseurs. Cela a donné du temps aux autorités locales pour solliciter des renforts. La planification des manifestations explique ainsi la séquestration du préfet de Sabodala à Dalota au même moment.

## FERMETÉ

Par ailleurs, la technologie de pointe utilisée dans les mines s'oppose à une revendication majeure des jeunes, celle d'une réservation des postes de cadres dans les établissements miniers aux ressortissants de la région. L'absence de formation est, en effet, un véritable frein aux prétentions des jeunes de Kédougou. « Les emplois non qualifiés sont réservés à ces jeunes, mais le profil des emplois à haute qualification n'existe pas ici, ce qui oblige les investisseurs à chercher ailleurs », explique un connais-

seur du secteur. Les jeunes manifestations réclament, par exemple, le remplacement du Directeur général de Sabodala par un ressortissant, mais ce dernier est un docteur d'Etat en géologie. Un profil qui ne court pas les rues. Pourtant, l'Etat sénégalais a très tôt senti venir cette revendication en créant le lycée minier de Kédougou et l'Unité d'apprentissage et production (UAP) pour combler ce gap en formation. Mais cet enseignement ne semble pas plaire à nombre de jeunes de la région. « Maintenant, le BFEM est l'horizon de fils de la région qui préfèrent ainsi s'engager dans le volontariat de l'éducation », nous explique un enseignant. Ce qui lui fait craindre le pire : « Dans vingt ans, Kédougou risque de ne plus avoir de cadres parce que les jeunes ne veulent plus se former ».

La situation s'est certes calmée, mais les germes de la contestation sont encore vivaces. De côté des autorités, le mot d'ordre demeure la fermeté et, surtout, la continuité de l'Etat. Ce qui explique que le gouverneur ait tenu à rejoindre son bureau dès le lendemain avec, cependant, plus de sécurité. Le préfet a lui aussi, squatté le deuxième étage du domicile d'un fonctionnaire pour faire fonctionner ses services. Après les arrestations, les notables de la région sont allés rencontrer les autorités pour solliciter le pardon des casseurs, mais ces derniers exigent que les armes et le matériel subtilisés soient restitués et demandent que la justice suive son cours. Face à la comparaison entretenue dans les médias avec la Casamance, Moussa Yéro Dansokho est catégorique : « Il ne faut pas qu'on fasse croire à l'opinion que nous préparons une rébellion. Nous sommes Sénégalais et fiers de l'être. Notre amertume a seulement débordé ».

**CARTE POSTALE** 31 DÉCEMBRE À KÉDOUGOU**Ville perturbée craint nuit animée**• D'un de nos envoyés spéciaux à Kédougou, **SADIBOU MARONE**

Alors que la nuit approche, la chaleur diminue. Kédougou semble se préparer à un second souffle quand, vers 19 heures ce 31 décembre, on voit quelques rafales de feux d'artifice défier le ciel. Elles seront les seules. Minuit. La nouvelle année s'annonce dans la joie. Les douze coups sont absents. Mais les populations tiennent à se présenter de meilleurs vœux. Minuit trente, commence notre randonnée dans la ville, pour vérifier certaines informations distillées dans la journée. Bar après bar, boîte de nuit après boîte de nuit, le Kédougou by night de cette année n'est pas des plus fameux.

Kédougou, 31 décembre 2008. Midi trente sous un soleil de plomb, la ville ne donne pas encore de signes de cette effervescence qui précède les nuits de fête, particulièrement celle de la Saint-Sylvestre, synonyme ici et ailleurs, de bonne bouffe, de belles sonorités et donc de bonne ambiance. Les rues, pour l'essentiel, sont calmes.

Sauf que devant de rares concessions, de petits groupes de jeunes sont assis, en train de préparer le thé, discutant de tout et de rien. Ici, il n'y a pas d'heure pour une partie de thé. En ces temps de vacances scolaires, les élèves ne s'en privent pas. Un réveil à 10 heures est toujours suivi d'une petite partie de thé organisée, le plus souvent, grâce à une petite collecte.

Dans certaines maisons, le déjeuner est vite évacué par les femmes. Elles se consacrent « à l'essentiel ». L'essentiel, c'est ce dîner au poulet, genre mini festin dont l'heure de service sera exceptionnellement repoussée, jusqu'aux environs de minuit. Une brève visite au Marché Central permet de noter une animation ordinaire, celle de tous les jours, dans ce lieu de rencontre de Kédovins et de vilageois environnants.

**DÉBAT DE JEUNES**

Plus tard, à Dandé Mayo. Aucune effervescence n'est notée pour le moment dans ce quartier de la ville. 14h 30, l'heure n'est sans

doute pas à cela, surtout avec cette chaleur qui dicte sa loi. Le jeune Seyni Keita est un boutiquier dans le quartier. Il gère en même temps une cabine téléphonique. Quelques petits va-et-vient dans sa boutique. Qui pour acheter des cigarettes, qui une carte de recharge téléphonique, qui du thé et du sucre. La fête, c'est où ce soir ? « La fête, ce sera dans les maisons », tente de répondre, sourire aux lèvres, un jeune venu à vélo, payer quelques dettes. Lui ne se gêne pas pour expliquer son option : « rien n'est prévu cette nuit. Le contexte actuel ne se prête pas à la fête », dit-il. En fin de matinée du 31 décembre, un débat s'est installé entre beaucoup de jeunes, lié à la nécessité de sortir la nuit pour faire la fête. Le contexte général est celui d'une psychose chez les populations, une semaine après les événements tragiques qu'a connus la ville, avec leur lot de mort, de blessés, et d'immenses dégâts matériels touchant pour l'essentiel des édifices publics.

Un grand dilemme est senti chez les jeunes dont certains ont déjà fait leur choix : rester et faire la fête à la maison. « Le 24 décembre dernier, c'était le vide dans la ville. Je pense qu'il en sera ainsi cette nuit du 31 décembre. Car en effet, les rumeurs distillées ici ou là ont fait état d'interdiction de rassemblements et de manifestations », explique-t-on. Certains opérateurs locaux, intervenant dans les loisirs et l'esthétique subissent un

manque à gagner depuis le 23 décembre dernier.

Mlle Amina est gérante d'un salon de coiffure. Elle témoigne : « le 24 décembre dernier, un jour après les événements tragiques, j'étais obligée de fermer la porte principale de mon salon. Les forces de l'ordre qui avaient quadrillé la ville, faisaient en même temps des rondes qui inquiétaient les populations. Mon astuce a consisté à faire entrer mes rares clientes par une porte dérobée pour les coiffer. En vérité, il n'y a pas foule ce 31 décembre. Il n'y a pas beaucoup d'activités ».

**SAUVEGARDE DES PERSONNES**

Depuis le 24 décembre, la présence des forces de l'ordre est toujours visible à Kédougou, au nom du maintien de l'ordre et de la sauvegarde des biens et des personnes. Devant la boutique de Seyni Keita, les supputations vont bon train. Telle boîte de nuit va ouvrir ce soir, telle autre a déjà été réservée, etc. Diagne, mécanicien et bon connaisseur de la ville, raconte ses suggestions à une gérante de bar : « je lui ai proposé de ne pas prendre d'engagement pour une soirée dansante. Car, si les autres boîtes de nuit ouvrent, ceux qui ne veulent pas danser seront obligés de venir chez elle, d'où de bonnes affaires en perspective ».

Alors que la nuit approche, la chaleur diminue. Kédougou semble se préparer à un second souffle quand, vers 19 heures, on voit quelques rafales de feux d'artifice tenter de défier le ciel. Elles seront les seules. 20 heures, les premières sonorités d'une musique locale essaient de perturber nos tympans, mais en vain. 21 heures, 22 heures, 23 heures. Les bruits des motos deviennent fréquents. La nuit, l'éclairage de ces moyens de locomotion est indispensable dans cette ville. 23h30, des groupuscules de jeunes, garçons et filles, défilent

dans la nuit noire, presque sans destination précise. Ils semblent se cacher, tirer à quatre épingles. De leur voix d'innocence, on entend des mots qui expriment la joie, celle certainement de se retrouver en groupe pour aller faire la fête. Et gare au premier chauffeur qui essaie de fixer la lumière de sa voiture sur eux ! Il s'en suit quelques protestations amicales, comme pour vous demander de ne pas gâcher ces instants déjà beaux.

Minuit. La nouvelle année s'annonce dans la joie. Les douze coups son absents. Mais les populations tiennent à se présenter de meilleurs vœux. Minuit trente, commence notre randonnée dans la ville, pour vérifier certaines informations distillées dans la journée. Bar après bar, boîte de nuit après boîte de nuit, le Kédougou by night de cette année n'est pas des plus fameux. A cet instant, des jeunes, filles et garçons sont devant quelques maisons. La volonté de passer une nuit blanche se précise. Première étape, la « Tour de Babel », une boîte de nuit déjà célèbre qu'on retrouve après que notre voiture ait plusieurs fois été confondue à celle des forces de l'ordre. Il n'en est rien. Et voici la « Tour de Babel ». Une musique à fond. Ici, c'est quelques tables déjà occupées par de petits groupes dont les membres devisent tranquillement, prenant leur verre. Là, trois personnes ont du plaisir à danser. Derrière le comptoir, Salif Diallo, le gérant regrette de ne pas faire de bonnes affaires. « Depuis 23 heures, on fonctionne », lance-t-il entre deux services à des clients. L'homme voulait pourtant organiser une soirée dansante à l'intention d'une amicale de femmes. « La salle était déjà réservée », ajoute-t-il. « Mais les membres de cette amicale qui ont estimé nécessaire de rencontrer le Commandant de brigade ont

été dissuadées de confirmer l'activité », regrette notre interlocuteur. En attendant, il se contente « d'une légère animation, comme c'est le cas depuis le 24 décembre dernier ».

**KÉDOUGOU BY NIGHT**

Au « Black and White », une autre boîte de nuit de la ville, c'est le black-out total. Ici aucune porte n'est ouverte et aucune lumière allumée. Cette boîte doit renouveler sa licence d'exploitation. « Et le temps est trop juste pour le faire et programmer une activité », expliquait sa gérante. En attendant, de petits travaux de réhabilitation y sont entamés.

A la « Popote », située dans le camp militaire, la soirée qui y est prévue est sur invitation. Elle est surtout une initiative des militaires juste pour marquer le début de l'année. C'est au « Calebasse » qu'il y aura plus d'animation. Vieux Dansokho, son gérant explique avoir reçu plusieurs sollicitations. « Mais je ne peux pas organiser quelque chose dans un tel contexte. C'est moralement difficile et lourd. Il y a beaucoup de jeunes de la ville arrêtés. Quand je pense à eux, je n'ai pas envie d'organiser une soirée », déclare Vieux.

Cette nuit, le bar fonctionne et les quelques jeunes qui sont à l'intérieur improvisent une soirée dansante. Mais cela ne durera pas. Vers 2 heures, le « Calebasse » s'est vidé de tout son monde. Certains d'entre eux ont préféré se rabattre sur « l'Africa ». Ici aussi, c'est une musique sans beaucoup de monde. Les gens, à l'image de la dame A. Ndao, sont gais. Comme une présidente de jury, elle se met avec bonheur à donner le titre de l'homme de l'année. Un de nos collaborateurs en sera l'heureux élu. La dame avait un peu trop levé le coude. L'année commence bien pour elle.

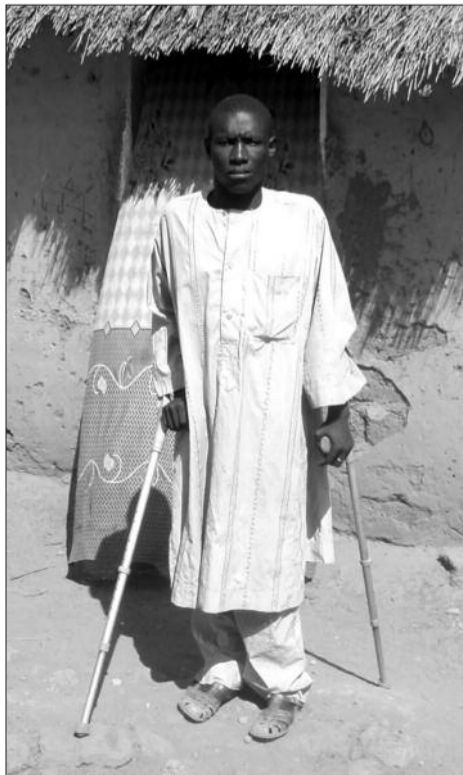
**COULEURS LOCALES** JEUNE ET CHANTEUR**Les sonorités positives de Bangaly Kanouté**

Sa belle voix est la plus écoutée lors des baptêmes, mariages et autres importantes manifestations. Quand il chante en langue nationale "diakhanké", c'est pour donner à son public, un son pur qui égaye. Lui, c'est Bangaly Kanouté, 32 ans, citoyen humble de Kédougou, vivant paisiblement dans son quartier « Mosquée ».

Sa popularité lui a fait gagné une bonne place dans les cœurs des mélomanes Kédovins. Actuellement, Bangaly vient, à force de persévérance, d'entrer en studio pour sortir sa première cassette.

Et pourtant, ce jeune n'a jamais bénéficié de circonstances favorables, pour être atteint de poliomyélite à l'âge de 5 ans et pour avoir perdu son père Thiécouta, un enseignant, depuis l'âge d'un an.

Mais cela ne le perturbe en rien. Décidé, Bangaly l'est assurément pour tracer sa voie et relever ses défis. A l'école qui se trouvait à un kilomètre de sa maison, il se bat fort bien, avec le plus souvent l'assistance des mères de famille du quartier qui l'y transportaient à tour de rôle à califourchon. Il



caresse le rêve de devenir enseignant comme son père.

A dix ans, le jeune Bangaly, griot de père et de mère retrouve ses sources et laisse sa voix retracer les hauts faits des héros de l'empire mandingue. Ce qui commence à créer ses retards et absences à l'école, alors qu'il n'était qu'en classe de CM2. En effet, chaque matin, le jeune Bangaly était très attendu, soit dans un baptême, soit dans un mariage ou une cérémonie de fête en l'honneur des circoncis.

Durant ses prestations, il reçoit des billets de banque qu'il verse automatiquement à sa mère. Une manière pour lui, de participer à la gestion de la famille et au soutien de sa mère qui a une dizaine d'enfants.

Au cours de notre rencontre, jeudi matin, 1er janvier à Kédougou, Bangaly qui utilise le djembé à côté d'un piano, d'une guitare et d'une kora, nous révèle qu'il vient de sortir d'un studio à Dakar pour l'enregistrement de son premier album. Il prépare le tournage du clip dans le cadre de la promotion après la sortie de la cassette. Son réper-

toire est tiré du riche et varié patrimoine culturel mandingue. Ses messages tournent autour de la vérité, de la consolidation des relations humaines, et de la lutte contre la trahison. Dans son riche répertoire figurent aussi en bonne place des thèmes contemporains liés à la jeunesse et à la sauvegarde des vertus cardinales pour éviter la dépravation des mœurs.

Avant l'enregistrement de sa cassette, Bangaly avait l'habitude de dédier une chanson à une personne. Il utilisait ses moyens de bord pour faire l'enregistrement. Cette option lui facilitait des rentrées de ressources.

Il dit avec force qu'il est difficile d'être artiste à Kédougou. Car, hormis le manque de perspectives, il faut faire 700 kilomètres pour venir à Dakar, et espérer avoir un producteur ou un mécène, afin d'enregistrer une cassette. D'où le plaidoyer qu'il fait, pour un meilleur soutien des jeunes de sa localité qui manifestement, sont selon lui, sans espoir.

**PAPE DEMBA SIDIBE**

**TRANCHES DE VIE**

SAMBA KEITA

# Enseignant et promoteur du développement local

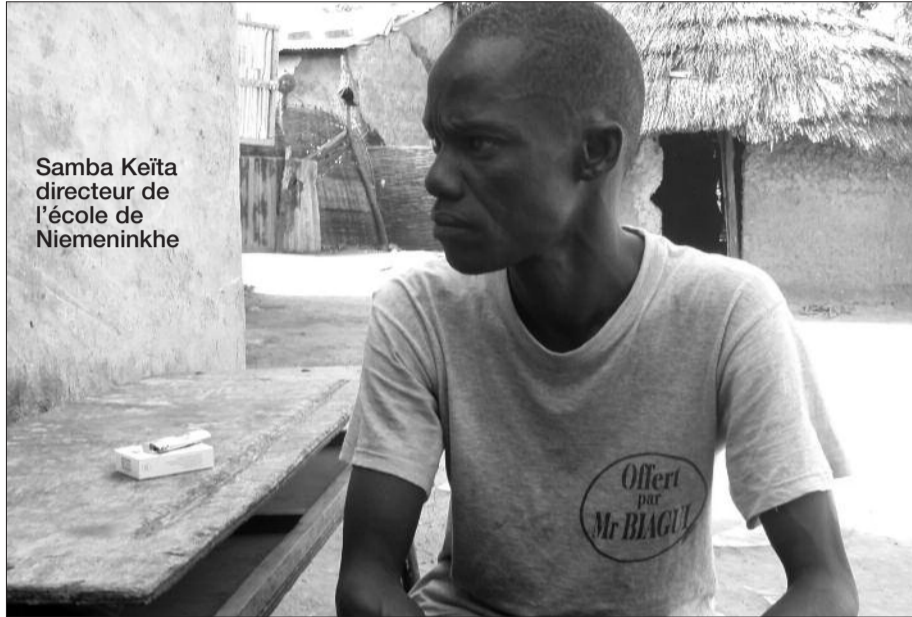
• Par **PAPE DEMBA SIDIBE**

L'épanouissement de l'école, la promotion du développement local et des ressources humaines surtout des jeunes de la région de Kédougou ont toujours été le combat de Samba Keita actuel directeur de l'école élémentaire de Niéméniké, village situé à 45 Km de la ville, à la lisière du Parc national de Niokolo Koba.

Une rencontre avec lui permet de le voir retracer, avec une mémoire intacte, son parcours, de Kédougou à Tambacounda, en passant par Dakar, comme élève encadreur, et animateur polyvalent des jeunes dans les activités de vacances.

A quarante trois ans, Samba Kéita plus connu à Kédougou sous le sobriquet de « Mboulo » dirige une école de six classes parrainée par une association française dénommée « Baobab », située en Martigny. Ce partenariat a permis la construction d'un réfectoire pour élèves, des logements pour enseignants, et la mise en place chaque année, de fournitures et de matériels pédagogiques. Cette relation a commencé en 2001 avec M. Mar soutenu par l'inspecteur départemental Aliou Sylla sur qui d'ailleurs, Samba Keita ne tarit pas d'éloges, compte tenu des efforts fournis pour l'épanouissement de l'école dans un contexte difficile.

C'est avec regret qu'il constate les dégâts causés le 23 décembre dernier, au niveau de



Samba Keïta directeur de l'école de Niemeninkhe

l'inspection d'éducation. Ce qui, selon lui, risque d'handicaper le fonctionnement au moment où le diagnostic des difficultés avait été fait. Des solutions commençaient à être mises en œuvre. Pour Samba Keita, les difficultés de l'éducation sont les abris provisoires, et l'enclavement qui bloque le quantum horaire. Des enseignants perdent selon lui chaque mois, une semaine pour aller percevoir leur salaire, choisissant les jours de marchés hebdomadaires, les seuls où il est plus facile de trouver un moyen de transport.

A Kédougou, la précocité des pluies et leur durée jusqu'au mois d'octobre ne favorisent pas, selon Kanté, le règlement de cette question de

l'atteinte du quantum horaire. Il mise sur l'encadrement des jeunes enseignants. Cela lui rappelle son parcours qui a commencé en octobre 1996 comme volontaire puis maître contractuel. Avec tous les diplômes nécessaires, il est depuis longtemps un fonctionnaire.

Le développement lui tient à cœur. Samba Keita pense qu'il faut mettre dans la nouvelle région de Kédougou, des infrastructures de formation et d'encadrement pour aider les jeunes qui n'ont d'autres issues que de se proposer comme manoeuvres ou chauffeurs au niveau des sociétés minières. Ce qu'ils obtiennent d'ailleurs avec difficultés.

**DIAM WELLI**

# Homme de l'année

• Par **Sidy DIOP**

Ailleurs, l'homme de l'année est choisi d'après des critères très sélectifs : influence, compétence, talent, chance... Bof, vous me direz que des gens aussi sinistres que Ben Laden sont parvenus à se faufiler entre les mailles des jurys constitués pour décerner la fameuse palme. Mais à Kédougou, le titre s'obtient assez facilement dans les temples de Bacchus. Le 31 décembre, une dame au ventre profond comme un cimetière liquide s'était constitué en jury à elle toute seule pour prodiguer les récompenses. « Monsieur, je vous nomme Homme de l'année », distribuait-elle à tous ceux qui lui inspiraient le moindre feeling. Dans un contexte de tension extrême et de rush des médias dans cette région orientale du Sénégal, la dame prise par un subit accès de lucidité s'est agrippée à un membre de notre équipe pour lui crier sa satisfaction : « Vous êtes l'Homme des hommes de l'année parce que vous êtes un journaliste qui ne gonfle pas le nombre de morts chez nous ». Comme quoi, ce titre assez ronfleur sert aussi à régler des comptes.